



**Association Humanitaires Pèlerins
Enfance Junior et Senior
(HUPEJUS)**

*Aide à l'enfance, à la jeunesse et aux séniors en
Métropole et en Afrique.*

COURS D'ECONOMIE DE TRAVAIL

Introduction

L'Économie du Travail ne peut être comprise précisément qu'en contrepoint de l'économie du capital, car il s'agit bien, tout comme d'autres propositions que nous aborderons ici, d'une possibilité à développer à partir de contradictions existantes au sein même de la réalité du système capitaliste dans sa forme actuelle, et aujourd'hui en transition vers un autre système-monde.² Pour que ce soit possible, il faudra organiser sa caractéristique conceptuelle avec une vision du système capitaliste qui corresponde vraiment à la réalité et à ses idéologies; ce rôle requiert la coopération de l'Économie Sociale et la critique de l'Économie Politique,³ ainsi que les courants institutionnalistes et anthropologiques. Elle doit être considérée comme une construction ouverte, qui sera enrichie et mise à l'épreuve par les expériences réflexives qu'elle orientera.

Du point de vue de *L'Économie du Capital*, l'ensemble de l'économie est considéré à partir de la logique du capital et de son accumulation, et le système d'intérêts dans la société devient hégémonisé par les intérêts généraux ou ceux de fractions déterminées des capitalistes; de la même façon, du point de vue de *L'Économie du Travail*, l'ensemble de l'économie est considéré à partir de la logique du travail et de sa reproduction amplifiée, en confrontant cette hégémonie et en affirmant la priorité des intérêts de l'ensemble des travailleurs et de leurs identités et regroupements multiples.

Tout comme *l'entreprise capitaliste* est la forme élémentaire d'organisation micro-économique propre au capital, *l'unité domestique (UD)* est la forme élémentaire d'organisation micro-socio-économique propre au travail. Les entreprises capitalistes peuvent s'allier, former des réseaux informels ou formels, et consolider des groupes dont les intérêts sont communs (lobbying, etc.) afin d'améliorer les conditions d'accumulation des capitalistes et des autres revenus de leurs cadres. De la même façon, les unités domestiques peuvent créer des extensions de leur logique de reproduction par des associations, de communautés organisées, des réseaux formels ou informels de types différents, en consolidant des organisations socio-économiques dont l'objectif est d'améliorer les conditions de reproduction de la vie de leurs membres.

1 Préparé pour *L'Autre Économie*. José Luis Coraggio est un chercheur-Professeur Ordinaire de Systèmes Économiques Urbains à l'Institut du Conurbano de l'Université Nationale de General Sarmiento.

2 Cfr. : Emmanuel Wallerstein, *The end of the world as we know it*. University of Minesota Press, Minneapolis, London, 1999.

3 Cfr. José Luis Coraggio, « L'Économie Sociale comme voie pour un autre développement social », in www.urbared.ungs.edu.ar

Ces organisations peuvent s'occuper d'aspects spécifiques de la reproduction (syndicats, associations de producteurs autonomes, coopératives d'auto-gestion de services, réseaux de ravitaillement qui baissent le coût de la vie, des mouvements revendicatifs de ressources – terre, logements, services de santé, éducation, etc.), des associations de quartiers, le fait d'avoir un abordage plus holistique et complet de toute la société, des mouvements écologistes, des droits de l'Homme, de genre, d'incidence et de contrôle des politiques de l'Etat, etc.

Les deux formes d'organisation économique peuvent développer des méso-systèmes d'auto-régulation, de planification stratégique ou de représentation de leurs intérêts. L'une et l'autre ont des rapports et des contacts – en général avec des contradictions – avec l'Economie Publique, ses politiques, ses espaces de concertation et ses organisations politico-administratives. De la même façon, l'une et l'autre sont reliées plus ou moins organiquement à des organisations politiques partidaires ainsi qu'à d'autres formes d'aggrégation politico-idéologique.

L'entreprise capitaliste

Indépendamment des variations de styles d'organisation et de technologies, le type idéal (Weber) d'entreprises, le type qui a de plus en plus la prétention d'être universel pour les entreprises capitalistes, et pour toute forme d'organisation économique, indique que les rapports sociaux qui régissent la production de biens et de services – des rapports de propriété, d'appropriation, d'échange, de compétence ou de coopération – sont dépersonnalisés, objectivés, à un tel point que toutes les ressources, y compris les personnes, sont remplaçables dès le départ, en occupant des postes comme des objets ou des agents d'une structure dont la logique dirige les comportements à succès (reliés maintenant au concept stratégique d'"employabilité").

Dans leur lutte pour accumuler, les entreprises considèrent tous les éléments du contexte social, politique, écologique, symbolique, etc., comme des ressources ou comme des obstacles, et combattent pour en disposer, dans la mesure où leur projet pour obtenir des gains l'exige, et leur pouvoir pour en disposer le permet. Cependant, au niveau micro, ce pouvoir est limité par la compétence, et au niveau d'ensemble par des forces considérées comme "extra-économiques", soit sociales (étatiques, syndicales, mouvements) ou écologiques (désastres naturels, épuisement ou perte de "productivité" des ressources naturelles).

En général, l'entreprise capitaliste ne freinera pas spontanément l'exploitation de l'environnement, l'exploitation du travail du prochain, l'échange inégal ou la dégradation de la qualité de la vie. Le capital capable de se mobiliser à l'échelle globale ne se préoccupera pas des déséquilibres sociaux, politiques, psychologiques ou écologiques que peuvent provoquer leurs actions ou celles de l'ensemble des entreprises. Pour cela il faut que l'Etat ou le système inter-étatique se démocratisent ou assument les intérêts généraux de toute la société, ou que d'autres formes de pouvoir collectif (syndicats, mouvements écologiques, associations de consommateurs, etc.) opèrent en tant que représentants de l'intérêt général, en promouvant les formes les plus *socialement* efficaces du système d'entreprises, et en

limitant activement les effets indésirables des actions des entreprises sur les personnes, la société ou les bases écologiques de leur existence actuelle et future.

La réalité montre la tromperie de l'affirmation selon laquelle la libre initiative privée, de par l'action du mécanisme de marché (la main invisible) amène, sans se le proposer, au bien-être général (et que de par cela, les entrepreneurs n'ont pas à se le proposer, et ne sont pas responsables des résultats d'une main qui n'a pas de sujet). Toutefois, la prétention selon laquelle l'entreprise capitaliste est le paradigme universel d'organisation de toutes les activités, particulièrement des activités économiques, est toujours en vigueur, de par la force politique et économique qui la soutient. Ici se pose la possibilité de développer une économie centrée sur le travail pour satisfaire les besoins de tous, et à moitié pleine de divers rapports de solidarité. Le développement de cette possibilité inclut une lutte culturelle, car les comportements immédiatistes des citoyens, en tant que consommateurs, peuvent contribuer à amplifier les déséquilibres dont le capital ne se soucie pas, et contribuer même à augmenter la reproduction du capital, au lieu d'amplifier celle du travail. Même des secteurs conscients de l'économie sociale peuvent se laisser entraîner par la "preuve du marché", introduire des formes d'organisation, de valeurs et de critères d'efficacité de l'entreprise privée, même lorsque leur objectif n'est pas le profit.⁴

Tout pendant que la structure de désirs ou de demandes de biens et de services qui crée l'imaginaire de la consommation dans une société capitaliste arrive à se maintenir, la tendance des masses de consommateurs pauvres ou appauvris est de: remplacer les sources de ravitaillement par d'autres de qualité et de prix inférieurs, de produire pour l'auto-consommation, d'accepter la dégradation des conditions des emplois disponibles, et de considérer tous ces changements comme "un manque d'argent". La prolongation de ces situations de détérioration historique et de privation, ainsi que la perte croissante d'expectatives en ce qui concerne la récupération et le retour aux formes et aux niveaux antérieurs, crée d'autres possibilités: redéfinir ce qui est nécessaire et ce qui est utile, admettre d'autres formes de production et de consommation plus adéquates.

Ceci augmente les avantages qu'il y a à chercher d'autres façons de mettre en pratique les capacités des personnes, par la compétition ou l'association, pour accéder à des moyens et des conditions de vie à travers le travail communautaire, la production simple de marchandises au sein d'entreprises individuelles, familiales ou coopératives, des réseaux de coalition du pouvoir d'achat afin de baisser les prix des moyens de subsistance, de l'occupation d'espaces publics et d'autres conditions de vies de ceux qui nous entourent, des mouvements revendicatifs face à l'Etat ou face au Capital. Cette *économie populaire* émergente, non reconnue par l'Etat ou condamnée à l'illégalité, ne garantit pas la survie de tous; et il faudrait une approximation systémique pour transformer ce tout chaotique en un ensemble organiquement relié de production et de reproduction, qui lie à nouveau le travail à la satisfaction de besoins définis historiquement par des sociétés démocratiques.

L'unité domestique, cellule de l'Economie du Travail

4 Cfr. Jacques Defourny *et al* (comp.). L'Economie Sociale au Nord et au Sud, Corregidor, Buenos Aires, 2001.

L'unité domestique (UD) – formée par une ou plusieurs personnes ou groupes, reliés par des rapports de parenté ou par diverses affinités (ethnique, de voisinage, idéologique, etc.) – a comme objectif la reproduction amplifiée de la vie de ses membres.⁵ De ce point de vue, elle perçoit les conditions et les moyens de survie matériels: (a) comme des marchandises que l'on peut obtenir sur le marché en payant le prix en argent ou par le troc, (b) comme des produits de son propre travail: aliments, soins personnels, habitation auto-construite, etc., (c) comme des conditions naturelles: habitat, systèmes d'assainissement, moyens de transports, espaces publics, environnement, etc. La qualité de la vie, immédiate et inter-générationnelle, de ses membres, dépend de la possibilité d'accéder à des moyens et des conditions de vie, et de la façon dont ils les utilisent.

Les satisfactions obtenues en tant que produits de leur propre production (b), ainsi que la force de travail (vendue en échange d'un salaire), ou les produits et services qui sont vendus en échange d'un revenu mercantile, résultent de l'exercice des capacités qui composent le Fonds de Travail des UD: énergies physiques, habileté, agilité, dispositions, connaissances codées acquises lors de la formation formelle, informelle, non formelle, ou savoirs tacites, acquis par la pratique ou transmis de génération en génération: ce sont des capacités que possèdent les membres de l'UD, et qui acquièrent de la force avec des moyens de production et des intrants, surtout en ce qui concerne la production de biens de consommation, et dans les conditions générales de la production populaire qui, dans de nombreux cas, coïncide avec les conditions de vie signalées dans le point (c).

Les conditions et les moyens de survie peuvent être utilisés de façon privée ou collective, comme facteurs satisfaisants qui permettent des situations de vie ou de satisfaire des besoins individuels ou partagés des membres de l'UD.⁶ Quelques moyens de production ou de vie sont consommés au moment de la production ou de la satisfaction des besoins, d'autres sont durables. Comme nous l'avons indiqué, en plus de ce qui est requis pour l'acte de consommation ou de production domestique, il faut que l'UD ait accès à d'autres conditions (générales, d'usage collectif partagé) de la production domestique ou de la reproduction immédiate de la vie (et, donc, de ses capacités de travail).

Les rapports de production, d'échange et de distribution au niveau interne de chaque UD ou au sein de divers réseaux ou communautés d'UD, varient dans leur conformation concrète, car elles dépendent en grande partie des valeurs et des institutions dans lesquelles elles sont imbriquées. Selon la culture de chaque société, la structure et l'extension des UD-type peuvent varier énormément.⁷ De même, il peut y avoir entre les UD des rapports d'échange réglés par la coopération utilitaire, la réciprocité centralisée, la réciprocité généralisée ou l

5 Cfr. : José Luis Coraggio, *Economie urbaine : la perspective populaire*, Abya Yala, Quito, 1994, et *Economie Populaire Urbaine : une perspective pour le développement local*, Programme de Développement Local, Institut Conurbano, Université Nationale General Sarmiento, San Miguel, 1998. Ces deux travaux sont localisables sur le site www.fronesis.org

6 A propos du concept de besoin et de moyen satisfaisant, cfr. : Manfred Max Neef et al, *Le développement à l'échelle humaine*, Zed Books, Santiago, 1990, et Antonio Elizalde H., « Nouveaux Apports pour une Théorie des Besoins Humains Fondamentaux », (miméo), Université Bolivienne, Santiago, 2001.

7 En fait, le concept de « famille-type », utilisé comme instrument statistique ou comme paradigme moderne

pour se référer aux UD ne reflète pas la vaste variété de situations d'organisation de celles-ci.

identification communautaire; il peut y avoir aussi une forte compétition entre des communautés ou des individus.⁸

Dans quelques cas, la reproduction de l'UD peut représenter fondamentalement la contrepartie fonctionnelle du capital, comme génératrice et reproductrice bon marché de la force de travail salariée – en compétition sur le marché de travail avec d'autres UD pour placer ses membres dans la vie active- et comme consommatrice de ses marchandises. Dans d'autres cas, elle peut être une organisation dans laquelle le facteur économique mercantile est inexistant, ou représente seulement un aspect du processus complexe de rapports de production de la vie en communauté ou en société.

Pareillement, le rapport des UD avec la nature peut varier selon l'environnement et la culture; des objets semblables peuvent avoir des usages et des significations très différents, les rapports inter-personnels peuvent être marqués par des formes brutales de patriarcat ou de ségrégation par castes, ou par des formes d'égalité de droits entre genres et générations. Dans certaines cultures, le mariage ou l'association entre individus est libre, alors que dans d'autres elle est déterminée par des règles d'échange entre clans ou des interdits entre castes, races, etc.

Dans tous les cas, il existe des éléments symboliques, des rapports de communication et de pouvoir, qui jouent un rôle et qui ont une efficacité non négligeable et non réductible à une utilité quantifiable ou une valeur pécunière. Une partie de la difficulté de quelques courants de l'anthropologie économique de comprendre les formes d'organisation domestique a été la tentative de recodifier et d'évaluer toutes leurs actions institutionnelles et leurs institutions d'après une perspective d'une rationalité cognitivo-instrumentale et une matrice utilitariste supposée universelle.⁹

Nous pensons qu'il n'existe pas un type idéal d'UD, ou de communauté, ou de trame de communautés d'UD, qui soit équivalent à celui de l'entreprise capitaliste (sauf à des niveaux de haute abstraction avec une valeur heuristique, mais peu de contenu empirique, comme nous le montrerons ci-dessous), car il n'y a pas de force uniformatrice globale équivalente à celle du capital, si l'on admet l'existence d'une grande variation avec les idiosyncrasies des personnes ou des groupes, ainsi qu'avec les cultures et les conjonctures économiques.

La structure économique de l'UD

D'après une perspective économique, l'UD-type dans une société moderne doit fournir les bases matérielles et relationnelles de sa reproduction (et de celle de chacun de ses

8 Cfr. Marshall Sahlins, *Culture et raison pratique*, Gedisa. Barcelone, 1997.

9 Cfr. Pierre Bourredieu, *Les structures sociales de l'économie*, Manantial, Buenos Aires 2000. Egalement :

José Luis Coraggio, « Vers un projet d'économie sociale centré sur le travail : contributions de l'Anthropologie Economique », travail présenté lors de la Conférence du Programme PEKEA, Santiago, 10-13 septembre 2002.

membres), reproduction qui lui donne un sens.¹⁰ Normalement ceci se réalise à travers l'application d'une partie de leur temps de leur *fonds de travail*, potentialisé ou complété par des conditions et des moyens accumulés ou librement accessibles de production et de vie. Ce fonds se constitue de façon productive sous des formes diverses qui se mettent en accord d'une certaine façon, variable au long du cycle de formation et développement de l'UD, et selon les conditions du contexte dans lequel il se localise. Ces formes principales sont:

- (a) comme **travail de reproduction proprement dit**, qui se complète à un degré différent avec des moyens de production (terre, outils, machines, intrants), pour **produire des moyens "d'auto-consommation" pour la reproduction matérielle et symbolique de leur vie** (production de *biens*: aliments, vêtements, habitations, etc.; *de services*: formation ou soins personnels d'autres membres, participation à des rites, gestion citoyenne, ou autres institutions de valeur symbolique, etc, ou de *moyens de production et d'intrants* pour la production de ceux-là;
- (b) comme **travail mercantile**,
 - (b1) **em produisant (en dessinant, adaptant ou copiant) de façon autonome des marchandises – biens ou services)** pour les vendre, **ou en revendant des marchandises** pour, grâce au prix obtenu, acheter sur le marché d'autres moyens de survie, des intrants ou des moyens de production.¹¹
 - (b2) comme **travail salarié dépendant**: les capacités de travail sont employées par des entreprises capitalistes ou d'autres employeurs publics ou privés, en échange d'un salaire, avec lequel l'UD achète sur le marché des moyens de survie pour la reproduction de ses membres, les intrants et les moyens de production pour réalimenter les formes (a) et (b1);
- (c) comme **travail de formation** en consacrant du temps à améliorer leurs capacités grâce à l'étude ou l'entraînement formel, non formel ou informel;
- (c) comme **travail communautaire ou d'organisation collective**: en participant à des actions conjointes pour améliorer directement (en créant des conditions et des moyens de survie d'usage collectif, des habitations ou des cantines collectives, etc.) ou indirectement (en revendiquant, en négociant, en achetant ensemble) les conditions de production ou de reproduction d'ensembles d'UD associées plus ou moins formellement (des associations pour l'amélioration de quartiers, des associations de producteurs, des coopératives auto-administrées de services, des associations de

10 La reproduction ne se réduit pas à la consommation de biens et de services matériels, car elle inclut des sentiments, des identités ainsi que d'autres rapports interpersonnels.

11 Les micro-entreprises productives ne sont qu'une forme ad-hoc de l'économie domestique pour améliorer les conditions de reproduction ; elles ne peuvent ni ne doivent être séparées de la logique de l'économie domestique.

consommateurs, des syndicats, des mouvements paysans, de droits de l'Homme, etc.).

Ce schéma pose trois hypothèses principales du point de vue micro-socio-économique: (a): l'emploi en échange d'un salaire n'a pas été, n'est pas, et sera toujours moins, la seule forme de réaliser les capacités de travail des UD et d'atteindre les conditions et des moyens de survies; (b): l'économie du travail ne se réfère pas exclusivement aux formes de production autonome des travailleurs, soit individuels soit groupés – des entreprises familiales, des coopératives-, mais elle comprend toute forme de réalisation de ses capacités visant à atteindre la reproduction amplifiée de la vie de ses membres: le travail "domestique", le travail communautaire, diverses formes d'association pour améliorer les termes de l'échange et, bien entendu, le travail salarié; (c) les rapports de production, de travail et de distribution ne sont pas objectivés, et sont sujets à des rapports inter-personnels de parenté ou d'affinité qui les co-déterminent.¹²

La recette monétaire n'est pas la seule voie d'accès à des produits fruits du travail d'autrui; ceci est possible grâce à des échanges basés sur des règles de réciprocité de types différents (réciprocité généralisée, réciprocité centralisée ou redistributive, etc.) ou au moyen du troc de produits et de services.

Dans certaines périodes, l'économie de l'UD peut inclure des transferts positifs de revenu (subsidés pour cause de chômage ou d'accident, fonds de pension qui impliquent un revenu différé provenant de travaux réalisés auparavant ou d'autres sources de droits, aides familiales, ou basées sur des rapports de réciprocité d'un autre genre), ainsi que des donations en liquide ou en espèce. Ceci doit s'équilibrer avec les flux dans le sens contraire (apport à des fonds communs de retraite, impôts, aide à des tiers, etc.).¹³ On inclut également des flux d'épargnes et de prêts. Une matrice de flux de fonds permettrait de quantifier les transferts entre secteurs d'UD, et de ceux-ci avec le secteur public à ses différents niveaux, ainsi qu'avec l'économie d'entreprise dans ses différentes branches. Il serait opportun de se demander quel sera le signe du transfert net entre l'ensemble de l'économie du travail et le secteur public, en liquide, biens et services. Malgré les réclamations selon lesquelles les politiques sociales sont un transfert d'assistance aux plus pauvres, elles pourraient très bien être un transfert entre secteurs moyens et indigents de travailleurs, sans toucher aux grands profits et aux fortunes accumulées.

Au niveau macro-économique, l'économie des UD est conditionnée par les prix relatifs du travail et des biens et services offerts, et ceux des moyens d'existence et de production qu'elle acquiert sur les marchés, pondérés par la structure de ses intrants et la consommation de ses produits. Ces prix ne reflètent pas uniquement, comme on le prétend, les différences de productivité entre des formes de production, mais, au contraire, elles sont le résultat de l'accès différencié aux technologies, aux connaissances et aux informations –

12 Pour une discussion sur les aspects de ces définitions, on peut voir l'échange inclu chez Gabriel Kraychete et al (Org.), Economie des Secteurs Populaires entre la Réalité et l'Utopie, ed. Vozes, Pétropolis, 2000.

13 Pour une étude empirique sur les rapports d'aide, cfr. Gustavo Kohan et Marisa Fournier, La situation sociale locale : l'insertion dans le travail des foyers de 4 partis de la Région Métropolitaine de Buenos Aires, Programme de Développement local, Institut Conurbano, Université Nationale Général Sarmiento, San Miguel, 1998.

surtout comme biens privés, et non pas comme biens publics- ainsi que les pouvoirs relatifs sur le marché d'employeurs et d'employés, d'offres et d'acheteurs/usagers. Elles reflètent également l'action de l'Etat en tant que régulateur ou flexibilisateur du marché de travail, des marchés de biens et de services qui font partie des nécessités de base d'une famille-type, et de son intervention par des subventions ou par l'imposition fiscale de la production ou de la distribution des produits de première nécessité, ainsi qu'en limitant les gains et les revenus monopolisants.

Nécessité d'une stratégie et d'une confrontation de sens

On ne réussit pas à changer les structures du système actuel pour favoriser la majorité des gens avec des programmes uni-dimensionnels (accorder un micro-crédit ou former des gens pour des emplois afin de "recycler" les ressources humaines sont deux formules favorites); au contraire, on réussit, grâce à une stratégie consistante, avec l'appui de ressources importantes, qui, à leur tour, impliquent un changement du rapport de forces entre les majorité et les minorités sociales. On doit lier de façon synergique des éléments économiques, technologiques, politiques et culturels, afin de potentialiser les initiatives des travailleurs en les orientant vers la construction d'un système d'économie comme celui que nous proposons. Ceci exige un état démocratique, participatif, pénétré par des valeurs et des critères visant l'objectif de reproduction amplifiée de la vie de tous.

Au sein de la sphère publique, nous assisterons alors à une confrontation entre les logiques de l'économie du travail et l'économie du capital. C'est là que des alliances de tout genre peuvent se former- comme nous l'avons déjà mentionné-d'organisation des travailleurs, avec certaines parties du petit capital et du capital moyen, organisés en tant que systèmes productifs à la chaîne ou comme ensembles territoriaux. Le développement local intégral peut jouer le rôle de fournisseur d'une scène pour donner de la visibilité aux intérêts particuliers et faire émerger les alliances possibles sous l'hégémonie du principe de reproduction amplifiée. D'après le paradigme technologique actuel basé sur l'information et la connaissance, mais aussi sur la sur-exploitation du travail et l'exploitation de la nature, la confrontation avec le grand capital dans la lutte pour la reproduction de la vie peut être inclu.

L'objectif du capital s'épuise par lui-même: l'accumulation du capital. L'objectif du travail le transcende: c'est la reproduction de la vie des travailleurs. Le capital, avec l'état capitaliste, a eu tendance à SUBSUMIR les forces productives de la science et les capacités des chercheurs, des techniciens et des spécialistes comme éléments du capital, et a dosé le transfert de connaissance codée aux travailleurs salariés, dans la mesure nécessaire pour obtenir des bénéfices de leur travail. En échange, le travail autonome et de reproduction tendait à s'appuyer plus sur les savoirs pratiques, car ils étaient en général aliénés de la connaissance scientifique.

De la même façon, les concepts et les valeurs associées à la notion d'efficacité diffèrent: en ce qui concerne le capital, on demande une combinaison efficace d'actifs, de force de

travail, d'intrants et de produits, qui crée le maximum de profit possible. En ce qui concerne le travail, on demande de l'efficacité sociale: reproduction des meilleures conditions possibles, aussi bien matérielles que symboliques de la vie en société. Alors que le profit et l'efficacité du processus productif commandé par le capital peuvent être quantifiés (ou sont réduits à ce qui est quantifiable), la qualité de vie est essentiellement qualitative, malgré quelques aspects quantitatifs. Tout comme le capital localise et relocalise ses installations et redéfinit le domaine territorial de ses marchés pour assurer un maximum de profit, les UD adoptent des tactiques de localisation (émigration nationale ou internationale, temporaire ou définitive, de la totalité des UD ou bien de quelques membres qui envoient de l'argent ou des biens).

Pour ce développement, l'associativisme doit avancer par-dessus la compétence individualiste. Et ceci peut se justifier par la supériorité des valeurs morales que la solidarité implique, ou par une lecture pragmatique: La majorité des gens ont besoin de coopérer et de s'associer pour survivre, et, évidemment, pour vivre mieux. De toute façon, l'associativisme n'est pas univoque, et il peut avoir des sens différents, et même opposés: (a) depuis des associations orientées vers l'imposition d'une structure sociale donnée, et assujétir les gens, jusqu'à des associations libres et ouvertes d'individus; (b) inclure aussi bien le syndicalisme anarchiste, formé par des activistes pro-catifs libres d'entrer ou sortir, que le syndicalisme passif, par adhésion ou par imposition aux individus à travers des pactes entre des sommets syndicaux et étatiques; (c) inclure aussi bien des associations qui défendent les intérêts privés de leurs membres que des associations créées pour agir collectivement pour défendre les droits de tous.¹⁴

La classe travailleuse d'Amérique Latine a été fragmentée en même temps que les chaînes productives, mais surtout par le chômage massif et la précarisation de la moitié des travailleurs. Ce processus commence à changer grâce à la réunification –on ne sait pas combien de temps elle va durer- de mouvements de chômeurs, des paysans sans terre, de travailleurs salariés et de travailleurs autonomes, ainsi que de petits épargnants ou de petits propriétaires menacés d'expropriation par le capital. Comme au Brésil, les centrales ouvrières ou les réseaux qui prétendent représenter tous les travailleurs doivent compléter les luttes pour le salaire et les conditions de travail avec l'initiative d'encourager la formation de coopératives de travail et de consommation, articulées dans des systèmes productifs et reproductifs complexes.

Aujourd'hui, le problème le plus aiguillonnant pour des dizaines de millions de latino-américains est celui de manger et se vêtir; mais d'autres nécessités ne sont pas satisfaites non plus, comme avoir un toit, pouvoir se déplacer, avoir accès à la santé, obtenir des tarifs sociaux de services indispensables, accéder à l'éducation secondaire et à la formation continue, et récupérer des espaces de sociabilité et de contention affective. Cet ensemble de besoins, le véritable objectif de l'économie, a besoin de l'organisation solidaire des unités domestiques des travailleuses et des travailleurs, en organisant des systèmes de sécurité alimentaire, en achetant ensemble pour augmenter leur pouvoir sur les marchés, en échangeant des produits en-dehors du marché monétarisé, ainsi que dans les réseaux d'échange qui se multiplient aujourd'hui en Argentine. Il a également besoin que le système

14 Cfr. : R. Di Stefano *et al*, Des Confréries aux Organisations de la Société Civile. Histoire de l'initiative associative en Argentine 1776-1990, Gadis, Buenos Aires, 2002.

scientifique technologique, les universités et les instituts tertiaires ainsi que le système éducatif public en général se connectent avec les besoins d'apprentissage des agents et des organisations de ce secteur de l'économie.

Dans un futur secteur de l'économie du travail, la femme continuera à jouer un rôle central, aussi bien dans la lutte revendicative que dans la reproduction et la production. Pour certains, c'est la morale féminine qui fait que, face à la menace contre la vie humaine, la morale des multitudes urbaines s'oppose ouvertement aux augmentations de tarifs et de services, des prix des produits de première nécessité, contre l'usure et contre le saccagement de ses épargnes par les groupes économiques les plus concentrés et les créanciers d'une dette infinie. Et si elles s'associent, elles redévelopperont leurs propres réseaux d'épargne et de crédit. Les mouvements de chômeurs qui gèrent des subsides de chômage pourront opter pour organiser l'économie populaire, améliorer l'habitat populaire et s'auto-gouverner, au lieu de développer de nouvelles formes de clientélisme politique ou social. L'économie populaire réellement existante peut donner lieu à un système d'Economie du Travail, capable de représenter et de donner une force effective aux projets de qualité de vie dans une société plus égalitaire, plus juste et auto-déterminée.